

Section de la Moselle

Metz le 16 décembre 2021

Liminaire du CTL du 16 décembre 2021

Monsieur le Président,

La presse s'est faite l'écho en septembre 2021 des résultats d'une enquête menée auprès des agents publics par un collectif de hauts fonctionnaires.

Pour intéressantes qu'elles soient, les conclusions de cette enquête ne font que reprendre ce que les organisations syndicales de la fonction publique dénoncent depuis plus de 20 ans !

Le démantèlement du service public, méthodiquement organisé par les gouvernements successifs, conduit non seulement à une dégradation du service rendu à l'utilisateur mais également à un mal être croissant au travail des agents et agents publics, qui perdent le sens de leurs missions.

Nombreux sont celles et ceux qui sont désabusés.

Sur les 4 555 répondants à un questionnaire administré en ligne, « 80 % déclarent être confrontés régulièrement ou très fréquemment à un sentiment d'absurdité dans l'exercice de leur travail ».

En se basant sur les témoignages des répondants, ce collectif dénommé « Nos services publics », détaille cinq catégories principales de motifs qui engendrent la perte de sens : « Le manque de moyens, un défaut de vision, le sentiment de servir autre chose que l'intérêt général, le poids de la structure et le manque de reconnaissance ».

Ce CTL est le dernier avant que plusieurs services soient restructurés. Ces restructurations auront un lourd impact sur les conditions de travail des agents. Celles-ci sont déjà fortement dégradées, comme l'ont montré les résultats édifiants de l'observatoire interne. Malgré leur attachement aux missions de service public, la majorité des agents a perdu toute motivation au travail, les relations sont de plus en plus tendues avec les usagers, voire entre collègues. On demande aux agents d'en faire toujours plus avec moins de moyens. De plus en plus de services sont touchés par un découragement total qui conduit à des arrêts maladie et des demandes de télétravail nombreuses pour échapper au quotidien du bureau. Les agents ont besoin de stabilité et de visibilité, pour exercer sereinement leurs missions. La stabilité est

désormais illusoire, tant les réorganisations de services ont été et sont nombreuses. On fusionne et on supprime même des services qui sont eux-mêmes fusionnés.

Les agents ne supportent plus ces réorganisations dans tous les sens, dont plus personne ne saisit l'intérêt, si ce n'est de pallier le manque d'effectifs. Aucune réorganisation de service n'a amélioré l'efficacité de nos missions. Les remontées qui proviennent des centres des finances publiques et autres SPL excentrés sont édifiantes. Les doléances quotidiennes qui nous sont faites au détour de la cantine ou dans l'ascenseur nous font craindre le pire.

« On nous ajoute une nouvelle mission chaque jour, sans rien alléger en contrepartie, tâches ou objectifs », « Vous me proposez une formation : je n'ai pas le temps », « pas la peine d'en parler au chef, il ne nous comprend pas ».

Quant à la visibilité, qui peut croire que telle ou telle structure sera pérenne jusque 2026 comme annoncé, alors même que de nouvelles élections auront lieu l'an prochain ? Comment croire que la DGFIP sera demain une administration d'État, alors même que les fonctionnaires sont poussés à être remplacés par des contractuels ? Comment croire que nos missions resteront demain régaliennes, quand on voit à quel point l'externalisation est pressante ? Il paraît que les agents de la DGFIP ont fourni un travail exceptionnel, qu'ils ont sauvé l'économie française, selon le discours de Bruno Lemaire publié sur Ulysse. Mais de quelle reconnaissance bénéficient-ils ? On voit que les remerciements ne coûtent pas cher... Alors que les personnels ont subi une baisse de 20 % de leur pouvoir d'achat depuis 2000, aucune augmentation pérenne de leur rémunération n'est en vue. En réponse, que propose le DG : des baby-foot à tous les étages ou l'ouverture d'un site internet voxusagers ? Pourtant, faites-nous confiance, ces gadgets n'amélioreront pas les conditions de travail de nos collègues.

Monsieur le Directeur Général devrait regarder les résultats de l'observatoire interne pour voir dans quel état sont les agents de notre administration. Et prendre conscience que la qualité du service public baisse année après année du fait des suppressions de postes et des restructurations incessantes. Il paraît que les évolutions qui nous attendent seront toutes des évolutions positives. Les agents dont les services se trouveront restructurés au 1er janvier ne peuvent pas être en accord avec cette assertion. Ni les agents qui subiront d'autres suppressions de postes dans leur service dans quelques mois. Il paraît enfin, qu'il faut être fiers de la déconcentration des services, qu'il faut se réjouir des dizaines d'emplois qui arriveront dans les communes concernées.

Monsieur le DG a-t-il conscience que ces dizaines d'emplois existaient déjà il y a quelques années et ont été supprimés du fait du choix politique des gouvernements successifs ? Le gouvernement désorganise des services entiers juste pour satisfaire à un coup de com' ? Les agents ne sont pas dupes, Monsieur le Président.